

Extrait du registre  
des délibérations de la commune de Commune de Gy-en-Sologne  
séance du 20/12/2019

Date de la convocation 13/12/2019	L' an 2019 et le 20 Décembre à 19 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s' est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, salle du conseil sous la présidence de Mme COLONNA Anne-Marie, Maire.
Date d'affichage	
Nombre de membres Afférents au Conseil municipal : 12 En exercice : 10 Votants : 12	<p>Présents : Mme COLONNA Anne-Marie, Maire, Mmes : BERLU Jocelyne, DUFRAISSE-FRIGOLA Jocelyne, MM : ANGIER Michel, BAILLIEUL Franck, BALMADIER Jean-Eric, DOS ANJOS Paulino, JUFFROY Mikaël, PONCET Pascal, ROUSSEAU Michel.</p> <p>Excusé(s) ayant donné procuration : Mme DEGLA-BONNET Thérèse à Mme DUFRAISSE-FRIGOLA Jocelyne, M. DUPUY Franck à Mme BERLU Jocelyne.</p> <p>Secrétaire de séance : Mme DUFRAISSE-FRIGOLA Jocelyne.</p>
Réf :	<p>Objet de la délibération : <b>PLUi : ABROGATION DES CARTES COMMUNALES</b></p> <p>En 2015, les Communautés de Communes du Cher à la Loire et du Val de Cher-Controis ont prescrit l'élaboration de leur Plan Local d'Urbanisme intercommunal.</p> <p>Le Conseil Communautaire a arrêté le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ex-Cher à la Loire lors de la séance communautaire du 22 février 2019 et le 28 février celui de l'ex-Val de Cher-Controis.</p> <p>Il convient donc désormais au Conseil de délibérer sur l'abrogation des cartes communales comprises dans ces périmètres.</p>
A l'unanimité Pour : 12 Contre : 0 Abstentions : 0	<p>Les cartes communales abrogées sont celles des Communes de Châteauvieux, Choussy, Couddes, Feings, Gy-en-Sologne, Lassay-sur-Croisne, Mareuil-sur-Cher, Mehers, Oisly, Pouillé, Rougeou, Sassay, Saint-Julien-de-Chédon, Saint-Romain-sur-Cher et Vallières-les-Grandes.</p> <p>L'abrogation des cartes communales fera l'objet d'une enquête publique unique avec le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ex-Val de Cher-Controis.</p> <p>Vu la Loi Solidarité et Renouvellement Urbain n°2000-1208 du 13 décembre 2000,</p> <p>Vu la Loi Urbanisme et Habitat n°2003-599 du 2 juillet 2003,</p> <p>Vu la Loi Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010,</p> <p>Vu la Loi pour l'Accès au Logement et un urbanisme rénové n°2014-366 du 24 mars 2014,</p> <p>Vu le Code de l'Urbanisme notamment les articles L153-19, L163-5 et R153-8,</p> <p>Vu la délibération de la Commune de Sassay du 5 juin 2002 approuvant la carte communale,</p> <p>Vu la délibération de la Commune de Saint-Julien-en-Chédon du 5 juin 2002 approuvant la carte communale,</p> <p>Vu la délibération de la Commune de Lassay-sur-Croisne du 7 octobre 2003 approuvant la carte communale,</p> <p>Vu la délibération de la Commune de Pouillé du 2 décembre 2003 approuvant la carte communale,</p> <p>Vu la délibération de la Commune de Mareuil-sur-Cher du 21 janvier 2004 approuvant la carte communale,</p> <p>Vu la délibération de la Commune de Gy-en-Sologne du 10 mai 2004 approuvant la carte communale,</p> <p>Vu la délibération de la Commune de Rougeou du 2 juin 2004 approuvant la carte communale,</p> <p>Vu la délibération de la Commune de Oisly du 1 juillet 2004 approuvant la carte communale,</p> <p>Vu la délibération de la Commune de Vallières-les-Grandes du 8 novembre 2005 approuvant la carte communale,</p> <p>Vu la délibération de la Commune de Mehers du 27 novembre 2007 approuvant la carte</p>
Mention exécutoire :	

communale,  
 Vu la délibération de la Commune de Feings du 21 novembre 2008 approuvant la carte communale,  
 Vu la délibération de la Commune de Choussy du 30 janvier 2012 approuvant la carte communale,  
 Vu la délibération de la Commune de Saint-Romain-sur-Cher du 2 juillet 2012 approuvant la carte communale,  
 Vu la délibération de la Commune de Couddes du 19 juin 2012 approuvant la carte communale,  
 Vu la délibération de la Commune de Châteauneuf du 29 janvier 2015 approuvant la carte communale,  
 Vu la délibération du Conseil communautaire du Cher à la Loire, alors compétent, en date du 9 février 2015, prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ex-Cher à la Loire et ayant fixé les objectifs poursuivis et les modalités de concertation ;  
 Vu la délibération du Conseil communautaire du Val de Cher-Controis, alors compétent, en date du 30 novembre 2015, prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ex-Val de Cher-Controis et ayant fixé les objectifs poursuivis et les modalités de concertation ;  
 Vu l'Arrêté préfectoral n°41-2016-12-19-004 du 19 décembre 2016 portant fusion des Communautés de communes Val de Cher-Controis et Cher à la Loire en application de la Loi NOTRe,  
 Vu la délibération du Conseil communautaire du 26 juin 2017 approuvant les statuts communautaires applicables au 1er janvier 2018,  
 Vu le débat qui a eu lieu le 5 mai 2017 au sein du Conseil Communautaire sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD),  
 Vu la délibération n°16O17-6 du 16 octobre 2017 de la Communauté de Communes validant la modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme pour tendre vers un urbanisme de projet,  
 Vu la délibération du Conseil Communautaire n°25F19-6 du 25 février 2019, tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ex-Cher à la Loire,  
 Vu la délibération du Conseil Communautaire n°28O19-16 du 28 octobre 2019, tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ex-Val de Cher Controis,  
 Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,  
 Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,  
 • Décide de lancer la procédure d'abrogation de la carte communale.  
 • Dit que l'Abrogation des cartes communales du territoire de la Communauté de Communes Val de Cher-Controis fera l'objet d'une enquête publique unique.  
 • Rappelle que l'abrogation des cartes communales sera effective lorsque les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux seront opposables.

Fait et délibéré en Mairie, les jours, mois et an que dessus.  
 Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme :  
 En mairie, le 20/12/2019  
 Le Maire  
 Anne-Marie COLONNA

Acte rendu exécutoire  
 après dépôt en  
 Sous-préfecture de  
 Romorantin  
 le : 25/12/2019

et publication ou notification  
 le : 27/12/2019

